



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°31 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Les commerçants afghans appellent le Pakistan à réduire ses barrières tarifaires sur leurs exportations ;
- ❖ **Bangladesh** : Le Bangladesh va prochainement être candidat à l'adhésion au Partenariat économique régional global (RCEP) ;
- ❖ **Bhoutan** : Le chômage des jeunes est en diminution au troisième trimestre 2024, s'établissant à 16,5% ;
- ❖ **Inde** : L'indice des prix à la consommation (IPC) rebondit de 3,7 % en août à 5,5 % en septembre ;
- ❖ **Maldives** : Les ménages maldiviens pourraient être affectés par d'éventuelles mesures d'austérité ;
- ❖ **Népal** : Publication des chiffres de l'IPC du mois de septembre ;
- ❖ **Pakistan** : Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai à Islamabad – volet économique ;
- ❖ **Sri Lanka** : La Banque mondiale relève ses prévisions de croissance.

À RETENIR

5,5%

Hausse des prix en Inde en septembre 2024

Afghanistan

Les commerçants afghans appellent le Pakistan à réduire ses barrières tarifaires sur leurs exportations

A l'approche de la saison des exportations de fruits frais, les commerçants afghans ont exhorté les autorités pakistanaises à lever les barrières tarifaires et non-tarifaires sur les exportations en provenance de l'Afghanistan.

Pour mémoire, les estimations de la Banque mondiale indiquent que les exportations afghanes ont chuté de 14% sur les huit premiers mois de l'année, s'établissant à 920 M USD, en raison de la politique commerciale menée par le Pakistan sur le charbon et les produits agricoles, qui représentent près de 70% du total des exportations afghanes. Le Pakistan a ainsi abrogé ses concessions dans le domaine des droits de douane pesant sur certains produits agricoles, incluant les fruits secs et frais, entraînant un recul de 8,6% des exportations de denrées alimentaires par l'Afghanistan. Au total, les exportations afghanes en direction du Pakistan ont diminué de 23% depuis le début de l'année 2024. Selon la Banque Mondiale, le Pakistan demeure le premier marché d'exportation de l'Afghanistan, représentant 46% des exportations du pays.

Les autorités afghanes ont toutefois souligné qu'une levée des barrières tarifaires, ainsi que la réouverture des voies routières entre le Pakistan et l'Afghanistan, n'auraient qu'un effet limité, en raison de la décision tardive, et des pertes importantes déjà subies par les producteurs agricoles cette année. Des mesures de compensation sont ainsi prévues à cet effet. D'autres voies sont par ailleurs envisagées, telles que l'intensification des relations commerciales avec l'Iran afin d'accéder au marché turc.

Bangladesh

Le Bangladesh va prochainement être candidat à l'adhésion au Partenariat économique régional global (RCEP)

Le gouvernement intérimaire annonce que le Bangladesh va prochainement déposer sa candidature pour rejoindre l'accord de libre-échange du Partenariat économique

régional global (RCEP). Le RCEP regroupe quinze pays : les dix pays membres de l'ASEAN, la Chine, le Japon, l'Australie, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande.

Les échanges de biens avec le RCEP sont nettement en défaveur du Bangladesh, avec un déficit de la balance commerciale de près de 34 Mds USD en 2021. Alors que le RCEP représentait 44% des importations bangladaises en 2021, il absorbait seulement 9% de ses exportations. En 2023, une évaluation du gouvernement avait établi qu'une adhésion au RCEP permettrait d'augmenter les exportations du Bangladesh de plus de 17%.

À court terme, l'intégration du Bangladesh au RCEP pourrait avoir un impact négatif sur la collecte des droits de douane, qui représente un quart des recettes fiscales et 20 % des recettes publiques totales. En 2021, les importations en provenance du RCEP représentaient 58% des revenus générés par les droits de douane.

Le Bangladesh cherche à négocier des accords de libre-échange en vue de sa sortie du statut de PMA en 2026, une transition qui pourrait entraîner la perte de nombreux droits d'accès au marché. Actuellement, le Bangladesh bénéficie déjà d'un accès privilégié à la Chine et à l'Australie, deux pays absorbant 40 % de ses exportations vers les pays du RCEP.

La Banque mondiale revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire 2024/2025

La Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire 2024/2025, de 5,7% à 4%. Les principales raisons de cette révision sont l'incertitude politique, qui devrait freiner les investissements et limiter la croissance industrielle, ainsi que les récentes inondations, qui devraient provoquer un recul de la production agricole.

Les projections révisées seraient le reflet du taux de croissance le plus bas depuis 2020, lorsque l'économie bangladaise n'avait progressé que de 3,4 % en raison des conséquences économiques de la pandémie. Parmi les cinq pays d'Asie du Sud, seules les prévisions pour le Bangladesh et les Maldives ont été révisées à la baisse par rapport aux projections de la Banque mondiale en avril.

Cette révision intervient deux semaines après que la Banque asiatique de développement (BASD) a abaissé sa prévision de croissance pour le Bangladesh à 5,1 % pour l'exercice en cours, contre 6,6 % auparavant, en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par les troubles politiques de juillet et août.

À moyen et long terme, la Banque mondiale anticipe une accélération de la croissance, portée par la mise en œuvre de réformes dans le secteur financier, une mobilisation accrue des ressources domestiques, une amélioration du climat des affaires et une intensification des échanges commerciaux.

Les réserves de change continuent d'augmenter en octobre

A la mi-octobre, les réserves de change s'élevaient à 19,93 Mds USD (selon le BPM6), contre 19,46 Mds USD en glissement mensuel. D'après la Banque centrale, les transferts de fonds au premier trimestre de l'exercice en cours ont augmenté de plus de 33 % en glissement annuel, atteignant 6,54 Mds USD. Les transferts de fonds des expatriés représentaient notamment 1,2 Md USD sur les quinze premiers jours d'octobre.

Cette hausse indique une tendance croissante des expatriés à utiliser les canaux bancaires formels, notamment depuis que la Banque centrale a assoupli le système du « crawling peg » en août, afin d'accélérer le processus de libéralisation du taux de change USD/BDT.

L'achat de dollars américains par les banques commerciales bangladaises, qui s'élève à environ 50 M USD en octobre, a également contribué à l'augmentation des réserves de devises étrangères ces derniers jours, selon la Banque centrale. Par ailleurs, les ventes de dollars par la Banque centrale ont été presque suspendues, totalisant environ 10 M USD ce mois-ci.

De plus, le Bangladesh maintient ses restrictions sur les importations. L'ouverture des lettres de crédit a reculé de 8,4 % en glissement annuel au cours du premier trimestre de l'exercice 2024-2025, atteignant 15,6 Mds USD.

Les dépôts bancaires ont enregistré une légère baisse en août

Selon la Banque centrale, les dépôts bancaires ont diminué de 109 Mds BDT (environ 1 Md EUR) entre fin juin et fin août 2024, représentant une baisse modérée de 0,6 % en glissement mensuel.

Cette réduction est principalement liée aux inquiétudes concernant la stabilité des banques à la suite de la chute du gouvernement. Les retraits concernent essentiellement les banques islamiques sous le contrôle du groupe S. Alam, proche de l'ancien gouvernement.

Bhoutan

Le chômage des jeunes est en diminution au troisième trimestre 2024, s'établissant à 16,5%

Selon les données publiées par le National Statistics Bureau, le chômage des jeunes au Bhoutan a reculé, à 16,5%, contre 19,2% au trimestre précédent. Parallèlement, le taux de chômage global s'inscrit quant à lui à 3,1%.

Le taux de chômage des jeunes masque des disparités importantes, notamment en matière de genre : le taux de chômage des femmes jeunes atteint 21,8%, alors qu'il est de 11,9% chez les jeunes hommes. Le chômage des jeunes est particulièrement concentré dans les zones urbaines, où il s'élève à 20,1%, contre 13,8% dans les zones

rurales, un écart largement attribué à la prédominance de l'économie informelle dans ces dernières.

Le taux élevé de chômage des jeunes s'explique en partie par les dynamiques migratoires et par un déséquilibre structurel entre l'offre et la demande de main-d'œuvre qualifiée, reflétant des inadéquations persistantes sur le marché du travail. Par ailleurs, le 13^{ème} Plan quinquennal du Bhoutan met l'accent sur le développement de l'employabilité des jeunes, ainsi qu'à la création d'emplois.

Révision du mécanisme de partage de risque entre le gouvernement et les institutions financières dans le cadre de la ligne de crédit du Programme de relance économique

Lancé officiellement en mai 2024, le Programme de relance économique du Bhoutan, doté d'une enveloppe de 178 M USD, vise à revitaliser l'économie nationale après le ralentissement économique induit par la pandémie du Covid-19. Ce Programme cherche à stimuler la production intérieure dans des secteurs clés de l'économie, tels que la production agricole et manufacturière. En août 2024, un mécanisme simplifié d'accès au crédit, soutenu par les institutions financières bhoutanaises, a été instauré, avec une ligne de crédit de 62 M USD. Ce dispositif repose sur trois caractéristiques principales : des prêts sans garantie, un taux d'intérêt de 4%, et la prise en charge des prêts non performants par les institutions financières participantes.

Face à l'approbation limitée des demandes de prêts dans le cadre du programme, le Premier ministre Tshering Tobgay a annoncé que le gouvernement réexaminerait le mécanisme de partage des risques entre le gouvernement et les institutions financières afin d'améliorer l'efficacité du dispositif. Le gouvernement prévoit d'injecter des fonds dans les institutions financières sous forme de dette subordonnée à un taux d'intérêt réduit. Cette initiative est conçue pour améliorer la liquidité de ces institutions, augmentant ainsi leur capacité à accorder des prêts supplémentaires. L'Autorité royale monétaire et les institutions financières doivent encore déterminer le montant spécifique de cette dette. Par ailleurs, trois institutions non-financière devraient prendre part au dispositif.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

L'indice des prix à la consommation rebondit de 3,7 % en août à 5,5 % en septembre

En liaison avec la dissipation de l'effet de base favorable ayant présidé au fait que l'IPC avait fléchi à moins de 4% en juillet et août, l'indice rebondit à 5,5 % en septembre, alors que le consensus tablait sur une dérive des prix limitée à 5,1 %. D'un mois sur l'autre, l'IPC a crû de 0,6 % en septembre, contre 0,3 % en août. Cette hausse, signalée

préalablement par la RBI à l'issue du Conseil de Politique Monétaire le 9 octobre sous forme de bosse inflationniste « *inflation hump* », est imputable à l'augmentation entre août et septembre des prix des produits alimentaires, qui s'est inscrite à 1,2 % et dont la pondération dans l'IPC est élevée à plus de 46 %. En revanche, l'autre composante volatile constituée par les prix des carburants n'a enregistré qu'une hausse marginale d'un mois sur l'autre, de 0,1 %. L'inflation sous-jacente a crû à 3,6 % en glissement annuel, contre 3,5 % le mois précédent.

La RBI qui a certes levé le biais restrictif attaché à l'orientation de sa politique monétaire lors du dernier Conseil de Politique Monétaire, indiquant ainsi la décrue des tensions inflationnistes, pourrait toutefois différer au début de l'année prochaine l'initiation de son cycle de baisse des taux directeurs si la hausse des prix ne convergerait pas de nouveau à partir de novembre vers le centre de la cible, soit 4,0 %. En effet, le mois d'octobre est susceptible d'être entaché des mêmes dérives de prix que celles constatées en septembre, en raison du caractère retardé de la mousson sur la première décade d'octobre. Consécutivement à la hausse des prix des légumes et des huiles de cuisine sur les dix derniers jours, le consensus table sur une hausse des prix de 5,6 % en octobre.

La production industrielle est restée atone en août

L'indice de production industrielle s'est contracté en août de 0,1 % en glissement annuel, alors qu'il avait progressé de 4,7 % en juillet. En données CVS d'un mois sur l'autre, l'indice enregistre pour le troisième mois de suite une diminution de 2,1 % par rapport au mois précédent, faisant suite à un recul de 0,9 % et 0,7 % en juin et juillet respectivement. S'agissant de la ventilation sectorielle, il convient de noter la forte contraction des biens de consommation non durables, de 4,5 % en août, après -4,3 % en juillet et -1,5 % en juin. Les biens de consommation durables enregistrent une progression de 5,2 % en rythme annuel, après 8,3 % en juillet mais leur dynamique n'est guère favorable et reflète sans doute les facteurs bridant la consommation des ménages urbains (montée de l'endettement ; hausse du coût du crédit à la consommation). Ainsi, d'un mois sur l'autre, la production de ces biens a reculé de 4,2 % et 2,6 % en juin et juillet respectivement, avant d'afficher une progression limitée à 0,1 % en août par rapport au mois précédent. La production de biens d'équipement, fortement corrélée au cycle de stimulation de l'investissement public, a également enregistré une contraction de 4,5 % en août par rapport à juillet, tout en affichant une relative stabilité, en ne progressant que de 0,7 % en glissement annuel. Cette évolution est en phase avec le recul de l'investissement public, tant de l'Etat central que des Etats fédérés au cours des cinq premiers mois de l'exercice budgétaire 2024/2025 entamé pour mémoire le 1^{er} avril et s'achevant le 31 mars de l'année prochaine.

Ces indicateurs confirment le ralentissement de l'économie à l'œuvre depuis le T1 2024/2025 ; sur les cinq premiers mois de l'exercice, cinq composantes sur dix-huit de l'industrie manufacturière n'ont toujours pas retrouvé leur niveau d'avant-Covid. Il s'agit notamment de la production d'ordinateurs, de matériel électronique et optique, des articles de papeterie, des produits liés au bois, des articles de cuir et enfin de la production de vêtements. Outre la production industrielle, d'autres indicateurs confirment le ralentissement de l'économie, tels que notamment l'enquête de

conjoncture de la RBI sur la base d'un échantillon de 1300 entreprises du secteur manufacturier, laquelle indique la nette dégradation des anticipations des chefs d'entreprise, notamment quant à leur carnet de commandes.

Malgré le rebond de l'IPC en septembre, cette détérioration des perspectives de croissance pourrait conduire la RBI à opter pour un début d'assouplissement monétaire dès le mois décembre, si l'environnement externe le permet.

La roupie franchit pour la première fois la résistance de 84 roupies pour un dollar

Les cessions massives de titres à revenu variable effectuées par les non-résidents au cours des deux dernières semaines (cf. *Brèves économiques de l'Asie du Sud n°30*) ont vu la devise locale franchir pour la première fois le niveau symbolique de 84 roupies pour un dollar. La RBI qui était intervenue à la vente de dollars pour pallier un effritement de la roupie et avait recommandé aux banques indiennes de ne pas prendre de positions spéculatives contre la monnaie locale, a finalement cessé d'intervenir et a laissé les forces de marché s'équilibrer autour d'une parité de 84 roupies pour un dollar. Le FMI avait d'ailleurs requalifié dans son dernier Rapport de mission Article IV le régime de change déclaré par les autorités monétaires indiennes comme un régime de change flottant en dispositif de taux de change stabilisé (« *stabilised arrangement* »). Dans la terminologie du FMI, cela signifie que le taux de change au comptant ne flotte pas et que ses évolutions demeurent circonscrites à 2% pendant une période de six mois au moins. La RBI cherche en effet à lisser la volatilité du taux de change, par des interventions destinées à contenir sa dépréciation nominale, même si elle intervient de manière asymétrique.

Les réserves de change ont doublé depuis la prise de fonction du Gouverneur Das en décembre 2018

A quelques semaines de la fin du deuxième et dernier mandat du Gouverneur Das à la tête de la RBI, il apparaît que les réserves ont doublé par rapport au niveau qu'elles atteignaient lors de sa prise de fonction en décembre 2018. Elles sont ainsi passées de 393,735 Mds USD le 7 décembre de la même année à 701,176 Mds le 4 octobre 2024.

La part de l'or dans les réserves de change a également fortement augmenté, passant de 21,150 Mds USD le 7 décembre 2018 à 65,756 le 4 octobre 2024, essentiellement pour des effets de valorisation, l'once d'or ayant plus que doublé sur la période, de 1240 USD à 2660 USD. La RBI a cependant poursuivi une stratégie d'accumulation d'or sur la période, les réserves en or étant passées de 586,44 tonnes à fin septembre 2018 à 822 tonnes aujourd'hui. Les réserves en devises ont également crû, en raison des entrées de capitaux enregistrées sur la période 2019-fin 2021, puis 2023-2024 mais également en liaison avec des effets de valorisation induits par l'appréciation, vis-à-vis de la devise américaine, des réserves autres que le dollar, sur la ventilation desquelles la RBI n'est guère explicite.

Maldives

Les ménages maldiviens pourraient être affectés par d'éventuelles mesures d'austérité

Selon la Banque mondiale, les réformes budgétaires, visant notamment à répondre aux défis macroéconomiques auxquels les Maldives font face, pourraient avoir une incidence négative sur le bien-être de la population. Dans son dernier « *Maldives Development Update : Seeking Stability in Turbulent Times* » publié en octobre, elle souligne que la croissance a atteint 7,7 et 4,5% en glissement annuel respectivement aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2024, grâce à un accroissement de 8,5% du tourisme au premier semestre. Si les nombreuses subventions à la population étaient supprimées brutalement, la pauvreté progresserait de 2,5 à 4,6% de la population selon la Banque.

Népal

Publication des chiffres de l'IPC du mois de septembre

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'est stabilisé à 3,85% en glissement annuel à la mi-septembre 2024, contre 8,19% l'année dernière à la même période et 4,10% le mois dernier. Cette décélération de l'inflation indique une atténuation des pressions inflationnistes, bien que la hausse des prix des denrées alimentaires persiste, s'établissant à 5,03% à la mi-septembre, ce qui suggère que des pressions sous-jacentes continuent d'exercer une influence haussière sur les prix.

On devrait s'attendre à une hausse de l'IPC dans les prochains mois, en raison des conditions climatiques défavorables observées au Népal au travers des inondations de fin septembre, ainsi qu'en liaison avec une inflation en Inde s'inscrivant à 5,49% pour le mois de septembre 2024.

Pakistan

Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai à Islamabad – volet économique

Le Pakistan a accueilli la réunion des chefs de gouvernement de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) qui s'est déroulée les 15 et 16 octobre à Islamabad. Cette organisation régionale regroupe les pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan et Tadjikistan), la Chine, la Russie, la Biélorussie, l'Iran, l'Inde et le Pakistan, la Mongolie et le Bélarus étant associés en tant qu'observateurs.

Si les discussions ont principalement porté sur les enjeux globaux et régionaux de sécurité, le développement des liens économiques et commerciaux a aussi été au cœur des réunions, les pays membres réaffirmant leur soutien à l'initiative Belt and Road (BRI) de la Chine comme vecteur de développement économique, à travers le renforcement des infrastructures et le développement de la connectivité régionale. Le Sommet a également mis en avant des initiatives dans des secteurs comme les technologies et les énergies renouvelables, ouvrant la voie à des collaborations potentielles entre les pays membres.

En marge du sommet, le Pakistan et la Chine ont convenu d'élargir leur coopération dans plusieurs secteurs, notamment l'énergie, l'agriculture et l'industrie technologique dans le cadre d'accords visant à améliorer les relations commerciales et à promouvoir le développement dans le cadre du CPEC. Le Pakistan et la Chine se sont engagés à accélérer la réalisation du projet ML-1, ligne ferroviaire qui reliera les grandes villes pakistanaïses. Ce projet, réalisé dans le cadre du Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), est considéré comme essentiel pour améliorer la connectivité intérieure au Pakistan et stimuler son économie.

Poursuite des renégociations des contrats des IPP

Les négociations se poursuivent entre le gouvernement et les producteurs indépendants d'électricité (IPP -Independent Power Producers), afin de mettre en œuvre la recommandation du Fonds monétaire international de réduire les coûts de production de l'électricité pour réduire la facture énergétique du pays et *in fine* la dette circulaire de l'énergie.

Après la résiliation du contrat de Hub Power Company (Hubco) annoncée la semaine dernière, le Ministre de l'Energie, Awaiz Leghari, a annoncé que cinq IPP avaient vu leur contrat rompu de manière unilatérale, immédiate et sans compensation, représentant une économie pour le budget de l'Etat de 1,5 Md USD. Le Premier ministre Shehbaz Sharif s'est félicité que les entreprises aient « accepté volontairement » de mettre un terme à leur contrat, et aient « privilégié l'intérêt national aux dépens de leur intérêt particulier ».

Toutefois, la presse s'est fait l'écho de pressions qu'auraient subies ces entreprises lors de ces négociations de la part de l'appareil sécuritaire, s'inquiétant des possibles répercussions sur l'attractivité du Pakistan pour de futurs investissements dans un secteur où la stabilité des contrats est essentielle pour encourager les financements.

Création par la Banque centrale d'un Fonds de financement destiné aux PME

La Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan-SBP) a annoncé la création d'un nouveau fonds de refinancement destiné aux petites et moyennes entreprises (PME) afin de stimuler leur croissance et les soutenir financièrement. Ce fonds, annoncé lors d'un événement à Karachi, vise à améliorer l'accès au financement des PME, notamment celles du secteur manufacturier et des services, en offrant des taux d'intérêt préférentiels.

L'accès aux financements privés est en effet un frein au développement des PME au Pakistan, la SBP espère que cette mesure contribuera à la création d'emplois et à l'accroissement des exportations, tout en renforçant la base industrielle du pays.

Sri Lanka

La Banque mondiale relève ses prévisions de croissance

Elle estime que l'économie de Sri Lanka montre des signes de stabilisation et a relevé sa prévision de croissance pour 2024 de 2,2% à 4,4%. Ces prévisions font suite à quatre trimestres consécutifs de croissance, principalement tirée par les secteurs industriel et touristique. La Banque rappelle que la reprise reste fragile et dépend du maintien de la stabilité macroéconomique, de la restructuration de la dette du pays et de la poursuite des réformes structurelles pour accroître le potentiel de croissance à moyen terme et réduire la pauvreté.

Le secteur bancaire en voie de stabilisation

Dans son Rapport de Stabilité Financière à fin juin 2024, la Banque centrale de Sri Lanka (CBSL) estime que le système financier du pays s'est stabilisé au premier semestre. L'amélioration générale des indicateurs macro-financiers a permis d'alléger partiellement la pression sur les bilans des ménages et des institutions, atténuant les risques auxquels le secteur financier est confronté. L'octroi de crédits est reparti à la hausse (+4,8% en g.a. fin juin 2024) mais reste inférieur au rythme de croissance des dépôts (+12,6%). En outre, l'exposition du secteur financier au secteur public (45,7% des actifs bancaires) a enregistré un début de correction, indiquant une amélioration de l'allocation des ressources financières au secteur privé. Les créances douteuses restent à un niveau élevé mais entament une décrue (elles sont passées de 17,7% fin juin 2023 à 17,1% fin juin 2024).

Poursuite de la réduction du déficit budgétaire

Au cours des huit premiers mois de 2024, les recettes fiscales ont progressé de 41% pour atteindre 7,5% du PIB alors que les dépenses courantes stagnaient (+3%) pour atteindre 9,7% du PIB et les dépenses en capital progressaient de 22% pour s'établir à 1,4% du PIB. Le déficit s'établit donc à 2,9% du PIB, à comparer à 5,3% au cours de la période correspondante de 2023. En rythme annualisé, le déficit atteignait 4,3% du PIB, chiffre en forte amélioration par rapport à la période correspondante de 2023 (-8%). L'excédent budgétaire primaire sur la période, qui est l'un des principaux indicateurs suivis par le FMI, dépassait les 2% du PIB.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC+	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC-	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr